



4
L'AVENIR
VENDREDI 6 OCTOBRE 2023

BELGIQUE

« De plus en plus une stratégie de survie »

PRÉCARITÉ INFANTILE

La pauvreté infantile galopante. Des intervenants de première ligne (écoles, CPAS, etc.) font appel à un financement privé.

On connaît les chiffres de la précarité infantile. Officiellement, 22,2 % des enfants sont concernés par un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en Belgique. « Comme toute statistique, elle est en deçà de la réalité », estime Nicolas Jacquet.

Le directeur de la faculté des Sciences sociales de l'Université de Liège présentait ce jeudi au Sart Tilman les conclusions d'une étude sur la pauvreté infantile en Belgique qu'il a coréalisée, avec l'ULB et l'UGent, à l'initiative de la Fondation Pelicano.

« Cette fondation est un OVIN », analyse le chercheur : dans le champ de la lutte contre la pauvreté infantile, précise Nicolas Jacquet, aucun organisme ne propose un soutien financier aux enfants tout au long de leur parcours, jusqu'à leurs 18 ans. Et au-delà, s'ils font des études supérieures.

C'était aussi l'occasion, pour



Un enfant sur cinq risque de basculer dans la pauvreté ou l'exclusion sociale en Belgique.

les partenaires sociaux francophones de cette fondation, de se rencontrer pour la première fois. Écoles, associations, CPAS, Restos du Cœur, institutions d'aide à la jeunesse, etc. L'étude des trois universités est nourrie de leurs observations. Sur le terrain, cette première ligne d'intervention constate une

accélération du phénomène.

Dormir où on peut

« Ce qui était la marge n'en est plus une dès le moment où elle se place au cœur de la cité », résume le professeur Didier Vrancken, doyen de la faculté des Sciences sociales de l'Université de Liège.

« La pauvreté infantile aug-

mente parce que la pauvreté parentale est aussi plus importante », rapporte une participante, active dans le secteur de la protection de la jeunesse. « Les internats sont de plus en plus des lieux d'hébergement pour les enfants en danger, parce qu'il n'y a plus de place dans les institutions. J'ai eu des élèves qui dormaient

dans les couloirs d'un hôpital », raconte-t-elle.

Manger tous les jours

« On voit que des parents inscrivent parfois leurs enfants à des stages pendant les vacances, juste pour qu'ils aient un repas chaud par jour même quand il n'y a pas école, observe Julien Étienne, responsable du département social de Pelicano en Wallonie. Sans ça, ils n'y arriveraient pas. On est plus en plus dans une stratégie de survie. Les familles sont acculées. On a l'impression de se retrouver au début du siècle dernier. »

À quoi servent majoritairement les bourses de la fondation privée, qui soutiennent en moyenne 1 500 enfants par an ? « Essentiellement des repas, des vêtements, des chaussures, des voyages scolaires, un transport, des soins, des bilans de santé, des suivis neuropsychologiques qui coûtent parfois cher sans être bien remboursés », énumère Marie-Paule Maertens. L'ancienne procureure du roi de Tournai assure la vice-présidence de Pelicano.

« Le pire, note-t-elle, c'est la population qui se cache, qui n'a pas de revenus du tout. Et qui va tout faire pour cacher sa situation... »

PASCAL SERRET & PELICANO

« Il ne s'agit en aucun cas de déshabiller l'aide publique »

Un fonctionnement souple et rapide, pas de jugement, un soutien durable : Pelicano est très demandé.

Née en Flandre, la Fondation Pelicano reste méconnue dans la partie francophone du pays. Ça se traduit dans les chiffres : 500 partenaires en Flandre, 80 en Wallonie et à Bruxelles.

« Ce sont les partenaires sociaux qui gèrent l'affectation des bourses en toute autonomie. Sans jugement de notre part. Chaque enfant a des besoins spécifiques », explique Julien Étienne, responsable du département social de la Fondation pour la Wallonie. Une condition : démontrer l'extrême pauvreté de l'enfant et assurer un suivi dans la durée. « On analyse les dossiers sur base de la même grille bud-

gétaire que celle appliquée pour la médiation de dettes par les CPAS. Et on ajoute des éléments psycho-médico-sociaux qui compliquent la donne : un handicap, une famille à la rue... ».

Une fois que le feu vert est donné, l'argent est avancé. « Certains partenaires n'ont pas la trésorerie suffisante pour payer et attendre qu'on les rembourse. » Le contrôle des dépenses intervient deux fois par an : un tableau Excel avec les détails et les justificatifs « remontent » vers Pelicano.

Cette nouvelle forme de philanthro-

pie qui voit le privé investir le champ de l'action sociale ne se substitue-t-elle pas à l'action publique ? Peut-on confier une question aussi complexe à du privé financé par du privé ? « Il ne s'agit en aucun cas de déshabiller l'aide publique. C'est la ligne rouge à ne pas dépasser », insiste Julien Étienne. Dans notre cas, il s'agit d'un dernier recours, d'une aide sociale résiduaire (NDLR : les autres niveaux d'intervention sont activés en priorité). Même si ça exige « une ingénierie inventivesemblable » pour s'y retrouver dans tous ces leviers, glisse le cher-

cheur Nicolas Jacquet (ULiège), co-auteur de l'étude « précarité infantile ».

Étude qui met par ailleurs en lumière une préoccupation : la dépendance financière des partenaires sociaux à la Fondation. « Quel impact aura la fin de l'aide Pelicano sur la trajectoire des enfants ? » relate Nicolas Jacquet. Sachant que « si on retire un avantage à une personne, la conséquence négative est plus importante que si elle n'avait rien reçu au départ. Or, puisque la situation s'aggrave, il va y avoir un jour trop de demandes par rapport l'aide existante ». Le fonds est déjà très sollicité. Pelicano et la souplesse de son action ont du succès. L'étude ne cherche pas à en camoufler l'effet collatéral : « On crée une compétition entre les enfants à aider. » PS.

« Si on retire un avantage à une personne, la conséquence négative est plus importante que si elle n'avait rien reçu au départ. »